

SERVICE CIVIL POUR LES MÉDECINS RÉSIDENTS

Pas de solution à l'horizon

Les médecins résidents étaient hier rassemblés face au ministère de la Santé. Ils protestaient contre le déroulement des travaux de la commission du service civil. Au même moment, se tenaient les affectations des spécialistes nouvellement diplômés. Une «cérémonie» qualifiée de «guet-apens» par les concernés.

Nawal Imès - Alger

(Le Soir) - La tension entre le ministère de la Santé et les médecins résidents ne faiblit pas. Hier, alors qu'ils observaient un sit-in en face du département d'Ould Abbès, les nouvelles venant de la salle où se déroulaient les affectations des médecins spécialistes nouvellement diplômés ne poussaient pas à l'optimisme. Invités à la traditionnelle cérémonie d'affectations, les médecins faisaient savoir qu'ils se trouvaient dans un véritable guet-apens. Ils affirmaient avoir été obligés d'accepter sur le champ des affectations signées sur place sans possibilité de recours. «Un suicide professionnel», commente le Dr Sahnoun, un des porte-parole du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra). La réaction des spécialistes étaient prévisible puisqu'à l'annonce de l'introduction du nouveau mode d'affectation, les concernés s'étaient dit

contre. Contrairement à ce qui se faisait dans les années précédentes où le médecin spécialiste diplômé choisissait en séance plénière son poste de travail, il est actuellement obligé de télécharger sur le site du ministère de la Santé une fiche de vœux pour choisir une wilaya d'affectation sans être certain qu'un poste y est ouvert dans sa spécialité. Une situation qui ne plaide pas pour l'apaisement au moment même où la revendication sur la refonte du service civil est toujours en suspens. La mise en place, lundi dernier, de la commission dite «des sages» n'a rien apporté, bien au contraire. Le Dr Sahnoun est catégorique : les résidents ont eu affaire à un tribunal populaire et non pas à un comité de sages.

Explications : les résidents qui ont défendu face aux membres de la commission leur thèse selon laquelle le service civil ne devait plus être obligatoire mais être



accompagné de mesures incitatives, avaient face à eux un auditoire visiblement peu éclairé sur le fonctionnement même du système de santé.

Le Dr Sahnoun déplore le déroulement d'une séance

qui n'a rien apporté puisque ses membres, visiblement non disposés à discuter du fond du problème, avaient déjà une idée toute faite sur la question. Le dialogue n'a pu être amorcé. En guise

d'effort de réflexion, les résidents ont eu droit à des réflexions pour le moins saugrenues comme celle d'un délégué du Sud pour qui la suppression du service civil mènerait l'Algérie à une situa-

tion similaire à celle que vit le Soudan. Certains n'ont pas hésité à proposer de garder le caractère obligatoire du service civil en mettant en place des mesures incitatives sans même y voir une flagrante contradiction.

Plus de deux mois après le début d'un débrayage sans précédent des résidents, aucune piste de réflexion n'est donc ouverte autour d'une revendication que les concernés qualifient de non négociable.

Les menaces de sanctions pédagogiques ne font pas reculer les résidents qui se disent prêts à tout, même à l'année blanche. Ce week-end, le Camra, qui les représente, tiendra une réunion nationale. L'objectif : déterminer les suites à donner au mouvement mais la tendance est à la poursuite de la mobilisation.

N. I.

ATTEINTES AUX LIBERTÉS PUBLIQUES

26 députés demandent une commission d'enquête parlementaire

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaziz Ziari, qui a bien accepté une commission d'enquête parlementaire sur «l'huile et le sucre», vient d'être saisi par 26 députés pour qu'il institue une commission d'enquête sur «l'état des droits civils et politiques et des libertés publiques en Algérie».

Sofiane Aït Iflis - Alger

(Le Soir) - Les signataires de la résolution portant mise sur pied d'une commission d'enquête sur la situation des droits civils et politiques et des libertés publiques se fondent, pour ce faire, sur le constat d'un contraste saisissant entre les libertés telles que stipulées dans les textes de loi et le vécu.

«Pourtant, dans la réalité, même après l'abrogation de l'état d'urgence, des témoignages quotidiens de victimes et/ou les médias signalent des atteintes aux libertés individuelles et collectives de la part d'institutions et d'agents de l'Etat censés les protéger.

Des cas de sévices corporels, de censure et de contrôle divers sans décision judiciaire, de perturbations inexplicables d'internet, de détention préventive abusive sont signalés.

Des interdictions de réunion et de manifestation sont dénoncées.

Jusqu'à tout récemment, l'accès aux médias publics, notamment audiovisuels, était interdit à tout pluralisme d'opinion. Leur récente ouverture reconduit encore



arbitrairement l'exclusion de certains acteurs politiques et sociaux», ont-ils constaté, sans omettre de mettre également à l'index la discrimination des pouvoirs publics à l'encontre des partenaires sociaux représentatifs, et ce, en préférant la fréquentation exclusive de la Centrale syndicale.

Mais la plus flagrante des atteintes aux libertés publiques que les signataires de la résolution soulèvent reste le gel autoritaire et sans fondement légal de la loi sur les partis politiques par le ministre de l'Intérieur qui, il est utile de le rappeler, a affirmé en plusieurs occasions qu'aucun parti ne sera agréé avant la révision de la loi en question.

«Les ministres de la République, dont celui en charge de l'intérieur, ont affirmé et confirmé publiquement et même tout récemment, à plusieurs reprises, sans raison légale évoquée et sans être rappelés à l'ordre, une option officielle de refu-

ser la création de nouvelles formations politiques.

Y aurait-il une circulaire, un décret ou une ordonnance non connue qui aurait configuré et figé arbitrairement et administrativement le champ politique en lieu et place de la loi sur les partis en vigueur ?

Des citoyens auraient-ils donc, seuls, à l'exclusion de tout autre, le monopole du droit de création de partis politiques, de syndicats et d'associations ?

Les dispositions constitutionnelles seraient-elles donc sujettes à marchandage politique et partisan clientéliste ?

Ce qui est sûr, c'est que l'Algérie et le peuple algérien sont victimes d'un style de gouvernement qui gèle les lois lorsqu'elles n'agrèent pas le pouvoir», relèvent-ils, notant, au passage, que le changement démocratique suppose comme préalable la réhabilitation et la promotion du dispositif des droits et libertés en vigueur.

Forts de ces constats, les signataires de la résolution proposent la création d'une commission qui «cernera les termes de la problématique de la régression des libertés publiques et droits civils, ses visées, ses circonstances, ses justifications et ses effets sur les citoyens, les institutions et l'Etat à travers une investigation poussée auprès de toutes les parties concernées, notamment les départements et institutions en charge ou en rapport avec les libertés et les organisations de la société civile et politique et autres personnalités, ce par l'audition de toute personne et responsable concernés ainsi que par la collecte de documents et de preuves et la sollicitation de toute expertise nécessaire».

La commission, expliquent-ils, aura par ailleurs à présenter un rapport sur l'effectivité de l'exercice des libertés et des droits dans le pays.

S. A. I.

CONSULTATIONS SUR
LES RÉFORMES POLITIQUES
Les associations dénoncent
leur exclusion

Invitées à s'exprimer au forum d'El Moudjahid, de nombreuses associations ont dénoncé leur exclusion des consultations sur les réformes politiques, annoncées par le président de la République. «Seules quelques associations ont été conviées au dialogue sur les réformes politiques. Nous nous demandons sur quelle base a été faite cette sélection», dira Saïda Benhabiles, présidente du Mouvement algérien de solidarité avec la famille rurale, lors de la table ronde sur «La place, la mission et le rôle de la société civile dans le processus démocratique», tenue hier à Alger. Selon elle, les «associations non dépendantes des partis politiques» ont été exclues des consultations.»

Toutefois, elle juge que les réformes politiques doivent être accompagnées de réformes sociales. «La société civile doit peser de tout son poids dans ces réformes. Elle était présente dans les moments les plus difficiles. C'est une carte gagnante qui n'aspire pas au pouvoir mais plutôt à la justice sociale. C'est aussi une carte de manipulation et de pression sur les Etats», a-t-elle encore souligné.

Pour sa part, le président de la Fondation 8 Mai 1945, Kheiredine Boukhrissa, estime que les réformes sont comme un «aveu d'échec» du programme du président de la République. «Nous avons enregistré des échecs dans plusieurs secteurs : l'éducation, la santé, les transports, ... et ces réformes seront superficielles», précise-t-il.

De son côté, Malek Serrai, consultant international, a indiqué que, selon un sondage, «sept millions de jeunes ne croient plus en les partis politiques. Ils estiment que ces formations politiques ne sont plus crédibles». Selon le même sondage, «onze millions de jeunes de moins de 35 ans ne font confiance qu'au président de la République et à l'Armée nationale populaire comme force de protection du pays». Pour eux, «l'administration centrale est lente et corrompue», explique Serrai avant d'ajouter : «L'urgence est de sauver l'Algérie des pressions internationales et régionales.» Pour ce faire, l'expert suggère la participation en masse de la société civile et non pas des partis politiques. D'ailleurs, poursuit-il, «la société civile est, en même temps, une force tranquille et absente. Elle peut à tout moment se retourner contre le pouvoir. Si des élections ont lieu, la carte politique sera complètement chamboulée».

Rym Nasri